



Démocratie- Citoyenneté européenne- Gouvernance ou l'Europe des citoyens

Forum européen Paris 09.05.2015

Si philosopher est un art de vivre, la République et la Démocratie sont des valeurs essentielles à cet art de vivre. Elles ont des origines, des parcours détaillés et chaotiques mais elles ont aussi une actualité et un avenir. Elles sont des phares pour l'évolution globale des sociétés humaines qui balisent nos cheminements. Si l'on ne peut avoir raison contre le peuple, il faut également que les peuples aient le moyen de choisir avec raison et de s'interroger aussi sur la notion de pouvoir.

Il faut re-politiser la démocratie en Europe en faisant progresser en même temps la qualité de sa régulation et l'attention à la construction de la société civile. Il s'agit d'une nouvelle notion de citoyenneté partagée, avec une grande partie consacrée aux métamorphoses de la société et de la démocratie au vingt et unième siècle. La démocratie politique n'atteint jamais ses fins, elle implique qu'on obtienne une attitude et une éthique qui vont engendrer une modernité plus solidaire.

Le but de cette analyse étant de démontrer comment les valeurs républicaines, compte tenu de leurs sources, peuvent influencer nos sociétés européennes, il est indispensable de se référer aux sources de ces valeurs, à l'invention même de la démocratie et, par la suite, d'établir un dialogue qui révélera comment ces valeurs peuvent aujourd'hui influencer l'avenir de nos sociétés.

La démocratie n'est pas seulement un mode de gouvernement, elle est aussi une forme de société, une manière de vivre ou de ne pas vivre ensemble, elle implique un style d'existence, des mœurs, des assises mentales et affectives. Plus encore, elle est la condition même de l'existence politique, l'horizon du sens, qui l'institue et la rend possible.

Comment aujourd'hui les individus, les groupes, les communautés peuvent-ils vivre leur rapport à une société où le peuple, dit « souverain », ne cesse pourtant de faire question dans son identité ? L'homme démocratique – privé aujourd'hui de garanties et de critères ultimes – est ainsi renvoyé à la multiplicité des croyances, des opinions, des jugements ; d'où la tentation d'un relativisme généralisé et donc d'une désaffectation.

Malgré que l'on soit confronté à une dépolitisation de la démocratie, il faut tout au contraire la re-politiser ; cela implique que progressent en même temps la qualité de la *régulation démocratique* et l'attention à la *construction démocratique*. « *L'homme est par nature politique* » disait Aristote. Il faut se poser les questions : « Que sommes-nous aujourd'hui ? » et « Comment ne pas être ainsi gouvernés ? » ; ou devenir plus critique « Comment gouverner ? Comment gouverner les pauvres, les démunis de la société, les enfants, les cités, les Etats ? Comment se gouverner soi-même ? ».

Il faut nous redonner envie pour la « *res publica* », il faut réaliser le principe de responsabilité énoncé par Hans Jonas, car il y a aussi une responsabilité démocratique ; à quel travail sur nous-mêmes, et sur la société toute entière, devons-nous nous livrer pour comprendre les nécessités d'aujourd'hui et nous donner la capacité d'intervenir et d'agir ?

Cela conduit à *reconsidérer le terme même de démocratie*. Il faut saisir la démocratie dans toute sa complexité et bien la comprendre puisqu'elle est séparément et/ou simultanément de l'ordre d'une activité civique, d'un régime, d'une forme de société et d'un mode de gouvernement. Il s'agit d'une nouvelle notion de citoyenneté partagée, avec une grande partie consacrée aux métamorphoses de la démocratie au vingt et unième siècle.

Tout en désirant être pragmatique, nous aspirons à l'élaboration d'un monde démocratique plus juste et « meilleur », à une vraie « *politeia* » moderne. La liberté est plutôt liée au principe de la souveraineté du peuple qui s'énonce par la voie du suffrage universel ; l'égalité ne pouvant être absolue, on s'efforce pourtant de mettre les individus dans une position « d'égale inégalité pour tous » ; la démocratie politique n'atteint jamais ses fins, elle implique qu'on obtienne une attitude et éthique appliquée qui va engendrer une modernité plus fraternelle.

Est-ce le moment de reconsidérer notre façon de nous organiser et ainsi de rassurer encore une fois l'unité de notre société ? Est-il nécessaire d'envisager une réforme politique en Europe qui aboutira à une nouvelle notion de la République moderne ? Faut-il réinventer un nouvel Humanisme ?

Poser ces questions avec le prisme des sources des valeurs républicaines, est en soi un élément de réponse.

De nombreux défis démocratiques se posent à l'heure actuelle. La démocratie est en crise, on observe une absence de bonne gouvernance et d'harmonisation entre le fonctionnement régional ou étatique et le sommet de l'Union Européenne. Les atteintes à la liberté d'expression et à la tolérance se multiplient, aussi bien en Europe que de l'autre côté de l'Atlantique. Mais on constate un silence européen effrayant. La question se pose de savoir quand le citoyen européen se réveillera.

Les objections au projet européen se multiplient. Parmi elles, on peut citer : l'absence d'un projet garantissant la place de l'humain, subordonnant les forces économiques au progrès social, construisant un système commun de protection sociale et de santé, garantissant par la laïcité la liberté de conscience et la paix civile, le rôle douteux des medias, l'absence d'égalité et d'une économie durable, sociale et démocratique. Il en découle une segmentation de la société européenne et des peuples de l'union, associée à une destruction de la cohésion sociale et de la solidarité.

Les valeurs de la Franc-Maçonnerie peuvent apporter une réponse conforme aux aspirations des peuples. Il faut créer une Europe conforme à celles-ci, c'est à dire une Europe des peuples. Pour ce faire, souveraineté, dignité humaine, solidarité et réalisation d'une Charte Européenne sont nécessaires.

Il faut affirmer clairement et nettement le choix démocratique, antonymique de notre société basée sur la théocratie, réaffirmer sans ambiguïté notre opposition à toute communautarisation de la société européenne. L'égalité homme/femme est un critère non négociable, soutenu notamment par le principe de laïcité. Les droits sociaux doivent être égaux sur tout le territoire de l'Union. Il faut entamer un débat citoyen sur d'autres politiques économiques. Enfin, il faut renforcer le rôle du Parlement européen en lui donnant un vrai pouvoir législatif et unifier le système fiscal entre tous les membres.

*